lanationquotidien@gmail.com - www.journal-lanation.com

LA NATION

Samedi 28 Novembre 2020 N° 2288 Prix: 10 DA

Quotidien National d'Information

DIFFUSION TÉLÉVISUELLE

5 wilayas passent au TV numérique terrestre P2

DÉLIVRANCE DE VISAS

L'Algérie dément la suspension par les Emirats arabes unis

P3

TRANSPORT

La SNTF prévoit une reprise le 15 décembre

P3

LOGEMENT AADL

Choix de sites le 30 novembre dans 4 wilayas

P2

ACQUISITION DU VACCIN ANTI-COVID-19 PAR L'ALGÉRIE

Le gouvernement adopte "une démarche très prudentielle"

P3

PORT EL HAMDANIA, PROJETS MINIERS, BANQUES À L'ÉTRANGER

Grands projets structurants en ligne de mire

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a affirmé jeudi à Alger que le lancement de grands projets structurants dont le port du centre à El Hamdania et de grands projets miniers était prévu au début de l'année prochaine. Dans une déclaration à la presse au terme de l'adoption du projet de loi des Finances 2021 par les membres du Conseil de la nation, M. Benabderrahmane a précisé que "ces projets font partie des premières priorités de l'Algérie nouvelle", ajoutant que "toutes les procédures liées à ces projets ont été parachevées au niveau du secteur ministériel". Le ministre a poursuivi que ces projets structurants (port du centre à El Hamdania et projets miniers du phosphate, zinc et fer) étaient à même de "réaliser la prospérité et de créer un nombre important de postes d'emploi".

P5

AFRIQUE/ COVID-19

Le coût du vaccin évalué à environ 6 milliards de dollars

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a évalué le coût du déploiement du vaccin contre la Covid-19 sur le continent africain à l'intention des populations prioritaires à environ 6 milliards de dollars, a rapporté jeudi l'ONU sur son site. "L'OMS évalue le coût du déploiement du vaccin contre la Covid-19 sur le continent africain à l'intention des populations prioritaires à environ 5,7 milliards de dollars. Ceci n'inclut pas des coûts supplémentaires de 15 % à 20 % pour le matériel d'injection et la livraison des vaccins", a déclaré Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique.
Ce montant est basé sur les estimations du mécanisme COVAX (collaboration pour un accès mondial et équitable aux vaccins contre le virus de la COVID-19) d'un prix moyen du vaccin de 10,55 dollars américains par dose. Deux doses seront nécessaires.

P3

Régions

MASCARA

Célébration du 188e anniversaire de la Moubayaâa à l'Emir Abdelkader P8

MOSTAGANEM

Inscription de 3500 nouveaux étudiants à l'université P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

1058 nouveaux cas, 612 guérisons et 20 décès P3

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Enseignement supérieur, Mines et Pêche en partenariat

P4

ANSEJ

Rééchelonnement des dettes pour les jeunes promoteurs

P2

Sport

LIGUE 2

La reprise des entraînements devrait se faire en décembre P13

Brèves

ENVIRONNEMENT

Installation d'une cellule pour l'accompagnement des projets de start-ups

Une cellule d'accompagnement des projets de startups en matière d'environnement a été installée au niveau du ministère de l'Environnement, a indiqué un communiqué du ministère. "J'ai présidé mercredi soir l'installation d'une cellule de travail ayant pour missions, l'accompagnement et l'écoute des jeunes porteurs de projets dans le cadre des start-ups et micro-entreprises activant dans le domaine de l'environnement", a indiqué la ministre de l'Environnement, Nassira Benherrats dans un post sur son compte Faceook. Les portes du ministère sont ouvertes aux jeunes désirant lancer leurs projets, a affirmé la ministre, soulignant la disposition de son département à les accompagner. A rappeler qu'une convention cadre de partenariat a été signée, février dernier, entre le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables et celui de la Micro-entreprise, des Startups et de l'Economie de la connaissance, visant le renforcement de la participation de ces entreprises à la protection de l'environnement et au développement des énergies renouvelables. Le principal objectif, de cette convention, consiste en la création de micro-entreprises et de startups spécialisées dans la collecte et le tri des déchets au niveau des daïras, facilitant, ainsi, l'opération structurée de tri et d'acheminement des déchets vers des usines spécialisées.

R.N

ANSEJ

Rééchelonnement des dettes pour les jeunes promoteurs

L'Ansej a annoncé ce jeudi dans un communiqué publié sur sa page Facebook, que les jeunes propriétaires de petites entreprises concernées peuvent bénéficier de la procédure de rééchelonnement des dettes sans intérêt, qu'il s'agisse de prêts bancaires ou de prêts non rémunérés accordés par l'agence. L'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) a annoncé de nouvelles facilités au profit des petites entreprises qui ont des difficultés à payer leurs dettes, en application des nouvelles mesures prises pour les prendre en charge. Selon le même communiqué, les entreprises concernées bénéficieront notamment de la facilitation et de l'assouplissement des procédures liées au rééchelonnement avec l'annulation des différentes conditions, principalement l'annulation de l'obligation de contrôle des équipements de l'entreprise par les agents de l'ANSEJ et la suppression du remboursement obligatoire d'une partie du prêt bancaire (de 05% à 10%), en plus d'annuler l'application d'un taux d'intérêt de 5,5% sur le prêt bancaire lors du rééchelonnement.

MINISTÈRE DES FINANCES

Le problème de liquidités réglé dès décembre

Le problème de liquidités enregistré au niveau des bureaux d'Algérie Poste et des banques sera réglé définitivement dès décembre prochain, a affirmé, jeudi à Alger, le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'adoption par les membres du Conseil de la Nation du projet de loi de Finances pour l'exercice 2021, M. Benabderrahmane a fait savoir que le "problème de liquidités devra être réglé définitivement, début décembre prochain". Les premières démarches pour venir à bout de ce problème ont été d'ores et déjà entreprises à la faveur du rétablissement du plafonnement à 50 000 Da au profit des citoyens détenteurs des cartes magnétiques CCP, a indiqué le ministre, assurant que cette démarche sera suivie par d'autres mesures pratiques dont les détails n'ont pas été dévoilés.

R.N

LOGEMENT AADL

Choix des sites le 30 novembre dans 4 wilayas

L'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) a consacré 15 sites dans 4 wilayas aux souscripteurs concernés par le choix de leur site de logement sur le site web de l'agence le 30 novembre, a indiqué jeudi à l'APS le directeur général de l'agence, Tarek Belaribi.

Ces sites sont repartis ainsi : un site dans chacune des wilayas de Blida, Tipasa et Boumerdès, ainsi que 12 sites dans la capitale, qui sont à El Harrach, Reghaia, Bordj El Bahri, Gué de Constantine, Birtouta, Khraicia, Draria, El Achour, Douera, Aïn Benian, Zéralda et Sidi Abdellah.
M. Belaribi a exprimé la détermination de l'Agence à respecter ses engagements envers les souscripteurs, soulignant que poser aujourd'hui la première pierre pour la réalisation des derniers quotas du programme AADL 2 dans la capitale, à l'instar du reste des wilayas du pays, est «la preuve sur les efforts consentis, malgré la situation sanitaire difficile et le problème du déficit foncier». Selon le DG de l'AADL, le déficit foncier a atteint, dans le cadre des programmes AADL, 6 800 hectares, au 31 décembre 2019, une assiette foncière à même de contenir plus de 65 000 unités de logement. Ce déficit a été rattrapé, a-t-il soutenu.
Dans son allocution à l'occasion de la cérémonie de lancement du dernier quota de logements AADL 2 à Alger, en présence du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri et du wali d'Alger, Youcef Cherfa, M. Belaribi a fait état du lancement des travaux de réalisation de 13 300 logements de type location-vente sur un site de 107 hectares dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah, regroupant 6 cités, sur un total de 44 000 unités dont les travaux de réalisation ont été lancés récemment. Plus de 50 milliards DA ont été consacrés par l'Etat à la réalisation de ce dernier programme et au financement des projets d'aménagement extérieur, a-t-il souligné. Les nouvelles cités seront dotées de postes de police et d'établissements éducatifs, a-t-il poursuivi, citant la réalisation prévue de 3 structures publiques entre complexes éducatifs, centres de santé, postes de police, mosquées et autres. Les souscripteurs aux projets, lancés durant le deuxième semestre 2020, auront la possibilité de faire le choix du site, à partir du 30 novembre, via le site électronique de l'Agence.

R.N

LPA (ALGER)

Les listes des bénéficiaires dévoilées en mars 2021

Les listes finales des bénéficiaires de logements promotionnels aidés (LPA) à travers les communes de la wilaya d'Alger seront dévoilées en mars 2021, a indiqué jeudi le wali d'Alger, Youcef Cherfa.
Le wali d'Alger a précisé à l'APS, en marge du lancement de la réalisation du dernier quota de logements AADL 2 dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah, que les 10 300 unités LPA prévues seront réparties entre les communes de la wilaya au cours du premier trimestre de 2021. Les quotas seront répartis entre les communes en fonction du pourcentage de souscripteurs LPA dans chacune d'entre elles, a fait savoir M. Cherfa, ajoutant que les communes connaîtront leurs quotas respectifs début 2021, ce qui leur permettra d'établir les listes de bénéficiaires avant la fin du premier trimestre.
Le wali d'Alger a, en outre, indiqué que sur les 262 000 inscrits au programme de logements promotionnels aidés sur le site électronique ouvert à cet effet, plus de 80 000 ont été écartés car ne remplissant pas les conditions.
Par conséquent, la liste finale compte 180 000 souscripteurs LPA, a-t-il précisé. A une question sur le sort des citoyens inscrits dans le cadre de la formule du logement participatif sachant que les programmes des OPGI en cours de réalisation concernent les citoyens inscrits jusqu'en 2010,
M. Cherfa a assuré que cette catégorie sera prise en compte à condition que les concernés soient inscrits sur les listes LPA via le site électronique. Soulignant que cette formule a été remplacée par celle du LPA, le wali d'Alger a affirmé que "les demandeurs de logements participatifs qui se sont inscrits sur le site dans le cadre de la formule LPA seront pris en compte".

R.N

DIFFUSION TÉLÉVISUELLE

5 wilayas passent au TV numérique terrestre

La diffusion télévisuelle par système analogique a cessé jeudi dans cinq wilayas dans le cadre du passage au système TV numérique terrestre, a indiqué à Sidi Bel-Abbes la chef de département communication de l'établissement public de la diffusion radiophonique et télévisuelle algérien, Saliha Benziada. Dans une déclaration à la presse en marge de l'opération d'arrêt de la diffusion télévisuelle du système analogique terrestre à partir de la station de diffusion de Tessala (Sidi Bel-Abbes),
Mme Benziada a indiqué que l'arrêt concerne également les wilayas d'Aïn Témouchent, Mascara, Saïda et Ouargla.
Ces wilayas entrent dans le cadre de la seconde phase de l'opération d'arrêt de la diffusion télévisuelle du système analogique, entamée le 17 novembre en cours pour 19 wilayas pour s'achever le 24 décembre prochain dans la wilaya de Bouira, a-t-elle fait savoir.
La première phase a été entamée le 17 juin dernier en vertu du rendez-vous fixé avec l'Union internationale des communications et avait concerné cinq wilayas. La troisième et dernière phase du passage de l'analogique vers le numérique terrestre sera programmée durant le premier trimestre 2021 et verra le passage total au système numérique terrestre (TNT) entamé en 2010, a-t-elle signalé. Saliha Benziada a souligné que la couverture via le système numérique terrestre a atteint actuellement plus de 77% au niveau national et ce, en rapport avec la densité de la population et non pas par rapport à la superficie géographique. Concernant les avantages du passage du système analogique vers le numérique terrestre, la chef de département communication de l'établissement public de la diffusion radiophonique et télévisuelle algérien a indiqué qu'il fournit une "meilleure qualité du son et de l'image et permet au spectateur de recevoir le bouquet des six chaînes de télévision publiques", affirmant qu'avec ce système, la diffusion télévisuelle des chaînes nationales s'effectue à partir d'une seule station et non pas six comme c'est le cas avec le système analogique. Saliha Benziada a appelé les citoyens à visiter le site Internet de l'établissement public de diffusion radiophonique et télévisuelle algérien pour suivre les explications sur la manière d'atteindre le système TNT. De son côté, le chef du centre de radiodiffusion et télévision de Tessala, Tou Amar, a indiqué que la TNT a plusieurs avantages, dont "l'économie d'énergie, la haute qualité du son et de l'image et une meilleure qualité de réception, avec la possibilité d'intégrer plusieurs services". Il est à noter que le taux de couverture de la wilaya de Sidi Bel-Abbes avec le système TNT a atteint les 85%, selon Mme Benziada.

R.N

ACQUISITION DU VACCIN ANTI-COVID-19 PAR L'ALGÉRIE

Le gouvernement adopte "une démarche très prudentielle"

L'Algérie est dans une démarche "très prudentielle" s'agissant de l'acquisition du vaccin anti-Coronavirus, a affirmé le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr Abderrahmane Benbouzid, réitérant l'engagement de l'Etat à faire "le meilleur choix" de ce produit pour la population.

"L'acquisition du vaccin anti-Coronavirus prendra le temps qu'il faudra et ce, au même titre que les autres pays. Il y a des pays qui avancent des dates avant d'en donner d'autres. Nous sommes dans une démarche très prudentielle face à la multitude des vaccins annoncés", a déclaré le ministre, lors de son passage, mercredi soir, à la chaîne Canal Algérie de la Télévision nationale. Tout en assurant s'appuyer sur "les compétences nationales" pour décider du vaccin à commander, l'hôte de l'émission "Santé MAG" a réitéré l'engagement des pouvoirs publics à "faire le choix du meilleur vaccin pour la population", sur les plans du "coût, de la qualité et du risque". "Ce qui est certain, c'est qu'il ne faut pas qu'il y ait un quelconque doute", a-t-il insisté avant d'écarter toute considération de "prix" pouvant empêcher l'achat du produit en question, rappelant les réunions organisées jusque-là avec les représentations diplomatiques des pays engagés dans la course à la production du vaccin anti-Coronavirus.

Et de noter qu'"à ce jour, il n'existe pas de vaccination de masse, hormis dans certains pays ayant expérimenté la phase 3 en recourant à des volontaires", précisant "attendre" le mois prochain, durant lequel est annoncée, par certains pays, la mise sur le marché d'un vaccin destiné à mettre fin à cette pandémie mondiale. De son côté, le ministre délégué à la Réforme hospitalière, Pr Smail Mesbah, a affirmé que la question de la vaccination contre la Covid-19 est "une priorité de santé publique au plus haut niveau de l'Etat, ce qui signifie que tous les moyens seront mobilisés pour l'acquérir", conviant la population à "en être convaincue".

Qualifiant le recours à la vaccination contre ce virus d'"arme puissante qui doit être néanmoins sûre et efficace", il a promis que "la transparence" caractérisera cette "opération d'envergure pour laquelle l'adhésion de la population est nécessaire", avant de mettre en garde sur le fait que cette vaccination sera une mesure "supplémentaire" dans la lutte contre cette pandémie, dans le sens où les mesures de prévention seront maintenues et soutenues". En outre, Pr Mesbah a tenu à relever que cette action se fera dans "un contexte spécifique, d'urgence et limité en approvisionnement", expliquant que "nous ne pourrons pas avoir toute la quantité au moment voulu et ce sera le cas pour tous les pays". Ce qui signifie, a-t-il poursuivi, que l'opération de vaccination "s'étalera dans le temps et concernera plusieurs catégories de la population, contrairement aux autres campagnes" menées jusque-là par l'Algérie, avant de détailler le Plan national vaccination en cours d'élaboration pour la réussite de cette importante phase. Pour sa part, la Directrice générale de la Pharmacie au même ministère, Pr Wahiba Hadjoudj, a relevé "le caractère important" que revêt la question du vaccin chez les responsables du secteur, rappelant le protocole Covax signé en août dernier par l'Algérie dans la perspective de l'acquisition de ce produit, "seul remède" contre la Covid-19.

R.N

PARLEMENT EUROPÉEN

Une résolution d'urgence sur les libertés en Algérie

La résolution du parlement européen sur les libertés en Algérie n'a pas laissé indifférents nombre de partis politiques en Algérie. Le gouvernement, lui, observe, pour l'instant le silence. La résolution d'urgence sur la détérioration des libertés en Algérie, qui a été soumise au Parlement Européen, a été adoptée, jeudi, par la quasi-totalité des parlementaires. Le document a souligné que les arrestations politiques ont augmenté depuis l'été 2019, " en violation des droits fondamentaux à un procès équitable et une application régulière de la loi".

La résolution rappelle, dans ce contexte, que le groupe de travail des Nations unies a envoyé quatre communications au gouvernement algérien cette année. D'autre part, les signataires du document ont réclamé la libération de plus de 90 prisonniers d'opinion du Hirak. "Cette année, l'Algérie est classée 146ème sur 180 pays en termes des libertés de la presse par rapport à l'année 2015", précisent-ils, citant à titre d'exemple, le cas du journaliste Khaled Drareni qui a été condamné à 2 ans de prison pour " incitation à attroupement non armé et atteinte à l'intégrité du territoire national".

Les mêmes parlementaires ont appelé, d'autre part, les autorités algériennes à déverrouiller les médias et à mettre fin à toute "arrestation ou détention de militants politiques, de journalistes, de défenseurs des droits de l'homme ou toute personne "dissidente ou critique à l'égard du gouvernement". Ainsi, ledit rapport a estimé qu'en vertu du "rétrécissement brutal" de l'espace dévolu à la société civile, " les autorités algériennes ont fait avancer le processus de la révision de la loi fondamentale, dans le cadre de la construction d'une nouvelle Algérie". Et d'ajouter : " le Parlement appelle la Commission européenne, les États-membres et le Service européen pour l'Action extérieure à aller plus loin dans leur soutien à la société civile algérienne". Alors que les autorités observent le silence, plusieurs partis politiques en Algérie se sont exprimés contre cette résolution. Ainsi, le président du parti Jil Jadid, Sofiane Djilali, a qualifié la résolution du Parlement européen d' « un affront à l'honneur des Algériens », estimant que c'est « une tentative de mise sous protectorat de l'Algérie ». Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, Sofiane Djilali a appelé les « patriotes » à « protéger notre souveraineté. » « Le changement oui, le chaos non ! », a-t-il conclu.

Le Rassemblement national démocratique (RND) a exprimé, jeudi, dans un communiqué publié sur sa page Facebook, sa condamnation, sa désapprobation et son étonnement face à la résolution du Parlement européen concernant la situation des droits de l'homme en Algérie.

Le RND a qualifié cette résolution de « fausses allégations », affirmant son rejet dans la forme et le contenu. Dans un communiqué, le parti a estimé que « ce type d'ingérence porterait atteinte aux relations entre l'Algérie et l'Union européenne, car c'est une caractéristique de la transgression et des tentatives de saper la stabilité dont jouit notre pays par rapport à un certain nombre de pays européens eux-mêmes ».

Le parti du Front de libération nationale (FLN) dit avoir reçu avec indignation et mépris la résolution adoptée hier par le Parlement européen, sur la situation des droits de l'homme en Algérie. Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, le FLN estime que cette résolution constitue « un acte ouvert et une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de l'Algérie ».

Cette résolution, qui est considérée comme une reproduction intégrale de la résolution honteuse publiée par la même autorité le 28 novembre 2019, a été, à son tour, une ingérence flagrante dans les affaires intérieures des Algériens, qui ont bien répondu aux voix impudentes qui tentaient de saper leur souveraineté, a souligné le FLN dans le même communiqué.

Assia Mekhenne

Brèves

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

1 058 nouveaux cas, 612 guérisons et 20 décès

Mille cinquante-huit (1058) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 612 guérisons et 20 décès ont été enregistrés en Algérie, a annoncé hier à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 80 168 dont 1085 nouveaux cas, celui des décès à 2 372 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 51 946, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. Par ailleurs, 44 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

DÉLIVRANCE DE VISAS

L'Algérie dément la suspension par les Emirats arabes unis

Le ministère des Affaires étrangères a démenti, jeudi, les informations relayées par certains médias étrangers et des réseaux sociaux, selon lesquelles le nom de l'Algérie figurerait sur un document émanant d'une institution officielle de l'Etat des Emirats Arabes Unis (EAU), en vertu duquel la délivrance de visas d'entrée aux EAU serait suspendue pour certains pays dont l'Algérie. "Ces informations sont fausses et dénuées de tout fondement. Les hautes autorités émiraties ont démenti en bloc l'existence d'une quelconque décision concernant les citoyens algériens s'agissant de la mesure d'interdiction d'entrer dans leurs territoires", indique un communiqué du ministère. Les hautes autorités émiraties avaient, également, affirmé que "le document comprenant le nom de l'Algérie est faux et a été relayé par des parties aux intentions malsaines", précise la même source.

R.N

TRANSPORT

La SNTF prévoit une reprise le 15 décembre

La Société nationale de transport ferroviaire (SNTF) prévoit le retour du transport des voyageurs par train à partir du 15 décembre 2020. « Dans le cadre de la perspective d'un retour probable du trafic voyageurs notamment le transport des étudiants à compter du 15 décembre 2020, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir préparer les rames aptes à circuler dans de bonnes conditions, tout en plaçant les mesures de protection contre le coronavirus, et ce afin d'accueillir nos étudiants dans les meilleures conditions de sécurité et de confort après cette longue période de suspension de la circulation », lit-on dans une correspondance adressée au directeur du matériel et de la traction de la SNTF. Le document est daté du 25 novembre 2020. Le ministre du Transport a écarté, lors de son passage au forum du Soir d'Algérie, la reprise du transport inter-wilayas, pour des raisons « tout à fait objectives » liées à la pandémie du coronavirus. « Parce que ça fait des déplacements de longs trajets, c'est impossible à contrôler et c'est le lieu de l'installation de la pandémie par excellence », a-t-il dit, en ajoutant que « c'est dans le cadre des mesures barrières prises pour empêcher la circulation de la pandémie » que le transport inter-wilayas n'est pas encore autorisé. Estimant que la pandémie du coronavirus a pris tout le monde de vitesse, le ministre a reconnu qu' « on n'était pas préparé pour faire face à cette pandémie » à l'image de son secteur des Transports qui, selon lui, « il fallait qu'il soit suréquipé en moyens humains et matériels pour pouvoir faire face à toutes ces mesures de contrôle ». « Ceci dit, nous sommes en train de faire le maximum avec les moyens du bord pour marquer la présence de l'État à travers toutes ces actions », a-t-il expliqué.

Ab N.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Enseignement supérieur, Mines et Pêche en partenariat

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a signé, jeudi à Alger, des conventions cadres avec les ministères des Mines, de la Pêche et des productions halieutiques visant à permettre aux deux secteurs d'exploiter les expériences scientifiques pour la relance de l'économie nationale et la réalisation du développement durable.

Le ministère a signé également des conventions administratives avec les Universités de Béjaïa et d'Oran et l'Ecole nationale supérieure des Mines et Métallurgie d'Annaba (ENSMM) et le Centre universitaire de Tindouf. Ont pris part à la cérémonie de signature de ces Conventions, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, le ministre des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre de la Pêche et des productions halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi. Au terme de la cérémonie de signature, M. Benziane a déclaré que ces conventions de coopération et de partenariat s'inscrivent dans le cadre du rapprochement de l'entreprise de l'Université et la garantie de l'ouverture du secteur de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique sur l'environnement économique national et international. Il a ajouté que ces conventions revêtent une grande importance, en ce sens qu'elles fixent les domaines d'intérêt commun et les modalités de mise en œuvre des programmes de coopération bilatérale, ce qui permettra, selon lui, de répondre aux objectifs prioritaires consistant en la mise en place d'une stratégie pour l'étude des projets, la formation, l'échange de connaissances techniques et scientifiques, et ce en sus de permettre aux élèves d'effectuer des actions sur le terrain en milieu professionnel. Le ministre a souligné que cette convention permettra d'effectuer des recherches communes, notamment dans la recherche de développement au niveau des entreprises, avec la contribution à l'élaboration de solutions adéquates par le biais de l'innovation et du développement technologique. Pour sa part, M. Arkab a affirmé que les conventions de partenariat sont très importantes pour le secteur des mines qui contribuera à la diversification de l'économie du pays, de par son rôle dans la création de la richesse, à travers la garantie de la matière première des industries manufacturières et la réalisation du développement durable. Il a souligné, dans ce sens, que ces conventions ne resteront pas lettres mortes, mais seront appliquées sur le terrain, à travers la concrétisation de projets importants, rappelant le projet d'exploitation de la mine de Ghar Djebilet qui connaîtra "une véritabe relance". Il a fait savoir que les universités de Tindouf et d'Oran contribueront à ce projet à travers l'élaboration du cahier de charge et des études préliminaires ainsi que la réalisation et l'exploitation du projet. «Toutes ces étapes seront effectuées avec l'accompagnement des experts algériens en technologies de pointe», a souligné le ministre des Mines.

M. Arkab a évoqué le projet d'exploitation du gisement de zinc de Oued Amizour à Bejaia, qui nécessite de nouvelles et hautes technologies, en ce sens que le ministère fera appel à des experts, des universitaires locaux et des centres de recherche scientifique pour sa réalisation et son exploitation. Il a également cité le projet de mine de phosphate à l'est du pays, s'étendant de Tebessa à Souk Ahras en passant par Annaba et dont le lancement est prévu par le premier trimestre 2021.

Pour le ministre, la réalisation de ce projet se concrétisera à l'aide des experts de l'université d'Annaba et de l'Ecole nationale supérieure des mines et de métallurgie située dans ladite wilaya. Le ministre des Mines s'est félicité de la politique du Gouvernement visant à relancer le secteur minier. De son côté, M. Ferroukhi a mis en avant l'importance de cette convention pour le développement et la modernisation du secteur à travers la réalisation de matériels et d'équipements locaux (navires, moyens de pêche comme les cages flottantes), affirmant que cet accord renforcera la maitrise de la fabrication des aliments et la gestion des fermes aquacoles via des systèmes intelligents. Les deux secteurs peuvent, à travers ce partenariat, concrétiser davantage de coopération et de coordination pour mieux connaître les ressources biologiques hydriques et l'élaboration de programmes communs en matière de la formation, la recherche scientifique et l'expertise, a-t-il dit. Evoquant le contenu de la convention, le ministre a indiqué que cette dernière tend à encourager les unités de recherche communes dans le domaine de la pêche et des produits halieutiques, ainsi que l'orientation des projets de la recherche scientifique et des mémoires de fin d'études vers des thèmes qui contribueront au développement des activités du secteur. Ce secteur et les activités y afférentes sont les principaux fondements fiables pour développer l'économie et faire face à la problématique de la sécurité alimentaire qui revêt une dimension stratégique.

APS

SUD-OUEST

Efficacité de la stratégie nationale de lutte anti-drogue

Les saisies de drogues et stupéfiants et le démantèlement de réseaux nationaux et internationaux de narcotrafiquants, qui se sont multipliés ces derniers mois à travers le Sud-Ouest du pays, notamment les zones frontalières des wilayas de Bechar, Tindouf et Naâma, reflètent "l'efficacité de la stratégie nationale de lutte antidrogue", ont affirmé jeudi des responsables à la sûreté de wilaya et la direction régionale des douanes algériennes à Béchar. Le démantèlement, récemment de trois (3) réseaux de quatorze (14) narcotrafiquants, dont deux (2) femmes, et la saisie de plus de deux (2) quintaux de kif traité, est "une preuve que la stratégie nationale de lutte anti-drogue porte ses fruits et prouve la maitrise des techniques de renseignements et de recherches des différentes unités chargées de la lutte contre ces réseaux criminels", a déclaré l'officier responsable de la cellule de communication et des relations générales de la sûreté de wilaya.

Le lieutenant Mahfoud Makboul a précisé, à ce titre, que "le plan mis en place par la direction générale de la sûreté nationale (DGSN), dans le cadre de la stratégie de la lutte et de prévention contre la drogue, et mise en œuvre avec la contribution de tous les secteurs et les ministères concernés, en plus des services compétents de l'Armée nationale populaire (ANP), de la gendarmerie nationale, des douanes et de la société civile, repose sur deux aspects essentiels, une action dissuasive et une autre préventive". "Ces actions sont basées en partie sur des méthodes de sensibilisation et d'orientation en faveur des citoyens notamment les personnes vulnérables en milieu ouvert", a-t-il ajouté. Abondant dans le même sens, les responsables de la sous-direction de l'informatique et de la communication de la direction régionale des Douanes ont assuré que l'accent est mis sur les efforts des différentes brigades polyvalentes de ce corps concernant le suivi de la lutte contre les réseaux de trafiquants de drogue et autres contrebandiers à travers les vastes étendues désertiques des frontières du Sud-ouest, même en cette période de pandémie du Covid.19. Les efforts des douaniers ont permis de saisir récemment à Tindouf une quantité de plus de 16 kg de cocaïne et 182 732 comprimés de psychotropes, soigneusement dissimulés dans un véhicule et que les présumés narcotrafiquants voulaient introduire dans le pays, ont-ils fait savoir. Cette importante saisie a été effectuée avec la contribution de l'ANP et la Gendarmerie nationale qui ne lésinent pas sur les moyens pour apporter aides et assistance aux brigades douanières, au titre de la lutte antidrogue à travers le sud-ouest, notamment ses zones frontalières, a ajouté la source. La saisie de plus 8 tonnes de kif traité, durant la période allant de janvier à octobre 2020, notamment à travers les régions frontalières de la wilaya de Naâma, démontrant une fois de plus le changement des zones de passage de cette drogue aux frontières algériennes, ont été effectuées avec l'appui aussi de l'ANP et de la Gendarmerie nationale, dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre les réseaux de trafiquants de drogue activant à travers les zones frontalières du Sud-ouest en cette période de pandémie du Covid.19, selon les mêmes services douaniers.

APS

PORT EL HAMDANIA, PROJETS MINIERS, BANQUES À L'ÉTRANGER

Grands projets structurants en ligne de mire

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a affirmé jeudi à Alger que le lancement de grands projets structurants dont le port du centre à El Hamdania et de grands projets miniers était prévu au début de l'année prochaine.

Dans une déclaration à la presse au terme de l'adoption du projet de loi des Finances 2021 par les membres du Conseil de la nation, M. Benabderrahmane a précisé que "ces projets font partie des premières priorités de l'Algérie nouvelle", ajoutant que "toutes les procédures liées à ces projets ont été parachevées au niveau du secteur ministériel".
Le ministre a poursuivi que ces projets structurants (port du centre à El Hamdania et projets miniers du phosphate, zinc et fer) étaient à même de "réaliser la prospérité et de créer un nombre important de postes d'emploi". Afin de réaliser la prospérité économique, M. Benabderrahmane a souligné que les start-up constituaient l'un des mécanismes qui seront utilisés par le gouvernement en vue de trouver des ressources alternatives pour l'économie nationale, ajoutant que ces start-up "bénéficieront de l'accompagnement, technique et financier, des dispositifs du système financier, sans parler des facilitations et des avantages fiscaux et douaniers". En ce qui concerne la numérisation du secteur des finances et de l'administration, le ministre a assuré que ce projet sera concrétisé "prochainement", expliquant que cette numérisation permettra de conférer davantage de transparence aux procédures et d'accélérer leur mise en œuvre.
"L'Algérie a franchi un grand pas en matière de numérisation", en lançant d'abord la numérisation du secteur des douanes ayant permis aux

concernés le retrait par voie électronique de leurs documents, outre la possibilité de s'enquérir des différentes réalisations de l'administration fiscale via internet, a-t-il rappelé.
Concernant les budgets définis dans la loi des finances 2021, le ministre a fait savoir que le texte de loi donnait la priorité au budget du secteur de l'Education, classé troisième, suivi par le secteur de la Santé.
Quant à l'activité des banques algériennes à l'étranger, le premier argentier du pays a fait état du "parachèvement de toutes les procédures réglementaires relatives à l'ouverture des banques algériennes à l'étranger", annonçant "l'ouverture de filiales de banques algériennes en Afrique au début de l'année prochaine, outre l'inauguration, la semaine prochaine, d'une agence bancaire dédiée exclusivement à la finance islamique.

R.N

BARRAGE DE LA RENAISSANCE

Début de la production d'électricité en juin

Le barrage de la Renaissance, construit sur le Nil par l'Ethiopie, commencera sa production d'électricité en juin 2021, a annoncé le ministre éthiopien de l'Eau, de l'Irrigation et de l'Electricité, Selechi Bekele. L'annonce a été faite par le ministre lors d'une conférence qu'il a donnée, mercredi, au Collège universitaire de Londres (University College London) sur l'accélération du développement de l'énergie renouvelable pour répondre au besoin mondial en matière d'accès à l'énergie, rapporte la radio-télévision éthiopienne, Fana BC. Le barrage Renaissance débutera sa production d'électricité en juin 2021, a-t-il fait savoir. Il a souligné que l'Ethiopie n'a pas l'intention de produire de l'énergie pour la consommation locale seulement, mais veut également travailler avec les pays voisins, sur le bassin hydro-électrique de l'Afrique de l'Est, qui fournira de l'énergie à toute la région. La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour l'énergie durable pour tous et Coprésidente d'ONU-Energie, Damilola Ogunbiyi, et des académiciens de renommée, ont assisté à la conférence, indique le ministère éthiopien de l'Eau, de l'Irrigation et de l'Electricité. La conférence a porté sur la manière avec laquelle l'Ethiopie utilise en Afrique de l'Est des approches globales pour la production d'énergie et le développement durable.

R.E

SITUATION DU MARCHÉ PÉTROLIER

L'Opep entame une série de réunions techniques

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a entamé une série de réunions techniques pour examiner la situation du marché pétrolier dans le contexte de la Covid-19, et en préparation des réunions de l'Opep et l'Opep+, a indiqué jeudi l'Organisation. "Le Conseil de la Commission économique (BCE) de l'OPEP tient sa 134e réunion par vidéoconférence. Cette réunion de deux jours (mercredi et jeudi) se tient dans la perspective de la 8e réunion technique de la Déclaration de coopération (DoC), de la 180e réunion de la Conférence de l'OPEP et de la 12e réunion ministérielle de l'Opep+, prévue le 27 et 30 novembre et 1er décembre, respectivement", a précisé la même source dans un communiqué publié sur son site web.
Le BCE, qui est le groupe de réflexion économique et technique de l'Opep, examine la situation du marché pétrolier et de l'économie mondiale à la lumière de la résurgence du COVID-19 à travers le monde et de son impact continu sur la stabilité et la reprise du marché, selon l'Organisation.
Dans son intervention, à l'occasion de l'ouverture de la première journée de cette réunion technique, le secrétaire général de l'OPEP, Mohammad Sanusi Barkindo, a abordé l'impact de la pandémie de la COVID-19.
Cité par le communiqué de l'Opep, il a souligné "l'évolution positive du fait que les vaccins pourraient bientôt devenir disponibles pour la population mondiale, bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour que les vaccins soient véritablement disponibles pour la population mondiale". M .Barrkindo a noté que malgré tous les défis, il y a un bel avenir pour l'industrie de l'énergie après le COVID-19. "Nous assistons à un retour progressif aux niveaux de demande de pétrole pré-COVID, suivi d'une forte croissance de la demande au milieu de la décennie avant qu'elle ne ralentisse progressivement", a-t-il déclaré.
Le SG de l'Opep a également salué les actions et réalisations décisives de l'OPEP par le biais de la DoC, soulignant qu'elles "ont été importantes pour les efforts de rééquilibrage du marché et directement liées à la stabilité du marché, au bon fonctionnement de l'industrie pétrolière et aux perspectives économiques mondiales".
"Tous nos efforts, y compris de loin l'ajustement de l'offre le plus profond jamais réalisé, ont conduit au plus grand engagement de stabilisation de l'histoire du marché pétrolier, à la fois en ampleur et en durée", a-t- il déclaré. Il a également informé le Conseil des efforts de sensibilisation du Secrétariat pour renforcer le dialogue entre les producteurs et les consommateurs et pour partager les dernières informations sur la demande de pétrole et les prévisions de l'offre dans l'intérêt de la stabilité du marché pétrolier.
Au sujet de l'économie mondiale, le SG de l'Opep a déclaré que l'Organisation prévoyait "une baisse de la croissance économique mondiale de 4,3% en 2020, avec une croissance prévue de 4,4% en 2021".
M. Barkindo a aussi noté l'impact des nouvelles vagues d'infections au COVID-19 dans le monde. Il a, dans ce sillage ajouté que l'effet de la pandémie actuelle sur l'économie mondiale varie considérablement par rapport aux récessions précédentes citant l'exemple du secteur des services qui a subi des dommages sans précédent causés par les mesures imposées pour contenir la propagation du virus.
M. Barkindo a conclu en soulignant que "toutes les formes d'énergie, y compris le pétrole et le gaz, seront nécessaires à l'avenir pour soutenir le processus de reprise pandémique, ainsi que pour répondre aux futurs besoins énergétiques du monde".

R.E

Brèves

ESPAGNE-ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le pétrolier Repsol investira 18,3 milliards d'ici à 2025

Le groupe pétrolier espagnol Repsol a annoncé jeudi un plan d'investissement de 18,3 milliards d'euros d'ici 2025 pour se tourner vers les énergies renouvelables et se décarboner.
Ce plan stratégique du groupe prévoit "une accélération de la transition énergétique" pour "continuer à avancer avec succès vers l'objectif de zéro émission nette en 2050", a expliqué la société. Cette date de 2050 a été retenue par l'Union européenne et plusieurs pays comme le Japon pour atteindre la neutralité carbone. Sur le montant investi durant les cinq prochaines années, Repsol affectera 5,5 milliards, soit près d'un tiers du total, à des projets à faible empreinte carbone.
Le pétrolier a reconnu qu'il lançait ce plan dans "un contexte de difficulté historique" en raison de la pandémie de coronavirus, qui a provoqué une chute des prix du pétrole, du gaz et de la demande, largement responsable des pertes cumulées du groupe de 2,6 milliards d'euros entre janvier et septembre 2020. Face à la crise, l'entreprise a rappelé qu'elle prévoyait d'économiser jusqu'à 2,4 milliards d'euros durant l'exercice afin de disposer d'un "flux de trésorerie opérationnel positif". Dans le cadre de ce plan, Repsol, qui développe de nombreux projets de parcs éoliens et photovoltaïques en Espagne et au Chili, renforcera la production d'énergie à faibles émissions, en s'appuyant notamment sur "l'acquisition d'actifs internationaux pour stimuler l'expansion hors d'Espagne". L'objectif est "d'être un opérateur mondial, avec une capacité de production qui atteindra 7,5 gigawatts (GW) en 2025 et 15 GW en 2030", a indiqué la compagnie dans son communiqué.

R.E

ENERGIE RENOUVELABLE EN AFRIQUE

La capacité installée passera de 12,6 GW à 51,2 GW d'ici à 2025

La puissance de centrales d'énergie renouvelable croîtra de manière significative en Afrique en passant des 12,6 GW enregistrés en 2019 à 51,2 GW d'ici 2025 selon une analyse faite par Rystad Energy. Les principaux acteurs de cette croissance seront entre autres l'Afrique du Sud, l'Egypte et le Maroc. Les 12,6 GW de centrales d'énergie renouvelable installées en Afrique connaîtront une croissance continue durant les prochaines années selon une analyse réalisée par Rystad Energy. Selon le cabinet d'analyse spécialisé dans le secteur énergétique, la capacité d'énergie renouvelable disponible sur le continent atteindra 16,8 GW en 2020 et 5,5 GW supplémentaires sont prévus pour être installés en 2021. A ce rythme, la capacité d'énergie renouvelable du continent atteindra 51,2 GW en 2025. L'Afrique du Sud a, actuellement, le plus important parc du continent avec 5,9 GW de solaire et d'éolien et 1 GW de projets en développement. Il est suivi par l'Egypte et par le Maroc.
L'Algérie aura la croissance la plus importante. Elle compte, en effet, faire passer son parc de renouvelable des 500 MW actuels à près de 2,9 GW en 2025. Cela se fera grâce au projet de Tafouk 1 d'une capacité totale de 4 GW, dont 2,4 entreront en service d'ici à 2025. La Tunisie prévoit également une croissance rapide qui lui permettra de passer des 350 MW de capacité installée actuelle à 4,5 GW d'ici 2025. En termes de rapidité dans la croissance du marché du renouvelable, l'Égypte arrive en tête avec 3 GW installés entre 2017 et 2020 ainsi qu'un portefeuille de 9,2 GW en développement. Il est suivi par le Maroc avec un parc de centrales d'énergie renouvelable de 2,5 GW. L'Ethiopie ambitionne également de faire passer sa capacité d'énergie propre autre que l'hydroélectricité de 461 MW à 3 GW d'ici à 2025. Dans l'ensemble, environ 40 pays sur la cinquantaine que compte le continent souhaitent exploiter ses abondantes ressources en énergie renouvelable.

R.E

TISSEMSILT(COVID-19)

Plus de 550 infractions aux mesures de prévention

Les services de police dans la wilaya de Tissemsilt ont enregistré plus de 550 infractions aux mesures de prévention contre le Coronavirus durant la période du 10 novembre jusqu'à hier mercredi, a-t-on appris jeudi auprès des services de la sûreté de wilaya.

Selon la même source, 246 infractions ont été commises par des piétons et des automobilistes et motocyclistes liées au non respect des horaires du confinement partiel de 20 heures à cinq heures du matin et 16 véhicules et deux motos ont été mis en fourrière.

Les mêmes services ont également enregistré plus de 100 infractions par les commerçants du protocole sanitaire de prévention à l'intérieur de leurs locaux dont le non respect de la distanciation, du port du masque de protection et des règles de nettoiement et de désinfection.

Les policiers ont aussi dressé 197 procès-verbaux d'infraction pour non port du masque de protection à l'encontre de citoyens et d'automobilistes, en plus de 13 autres pour non-respect par les transporteurs privés des mesures de prévention contre Covid-19.

Par ailleurs, la sûreté de wilaya a entrepris, en coordination avec différents partenaires dans la même période, environ 550 opérations de sensibilisation au profit des commerçants, opérateurs économiques, transporteurs privés et des citoyens sur l'importance de respecter les règles de prévention contre Covid-19.

MASCARA

Célébration du 188e anniversaire de la Moubayaâa à l'Emir Abdelkader

La wilaya de Mascara a célébré jeudi le 188e anniversaire de la Moubayaâa (allégeance) à l'Emir Abdelkader avec un programme comprenant la visite de sites historiques liés au fondateur de l'Etat algérien moderne et la mise en service de projets de développement.
En cette occasion, une visite a été organisée au poste de commandement de l'Emir Abdelkader et à son tribunal, sis au centre-ville de Mascara, ainsi qu'au site de l'arbre "Derdara" dans la commune de Ghriss qui a vu la moubayaâa des tribus de la région de Mascara à l'Emir Abdelkader pour le djihad pour la libération du pays du joug colonial.Le site de la Zmala (smala) de l'Emir Abdelkader dans la commune de Sidi Kada, qui a fait l'objet d'une vaste opération d'aménagement pour le transformer en destination historique et culturelle a également été visité.
D'autre part, les autorités de la wilaya ont procédé à la mise en service du réseau de gaz naturel au profit de 178 familles au niveau du village de Sidi Mohieddine, portant le nom du père de l'Emir Abdelkader dans la commune de Sidi Kada. Un projet financé par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales avec une enveloppe de 3,2 millions de dinars.Au niveau de la même commune, les autorités ont procédé aussi à la mise en service du nouveau chemin communal reliant le chemin de wilaya 35 au douar "Ouled Tami" sur 4 km, dont la réalisation a coûté 24 millions DA.En cette occasion historique, le wali de Mascara, Abdelkhalek Sayouda, a remis trois ambulances équipées aux hôpitaux de Tighenif, Sig et Mascra.
Ces ambulances ont été financées sur budget de wilaya. L'Emir Abdelkader a reçu l'allégeance des tribus de Mascara le 27 novembre 1832 pour le djihad contre le colonisateur français, suivie d'une autre au mois de février 1833 à la mosquée de Sidi Hassen de la ville de Mascara à laquelle ont assisté les représentants des tribus de la région ouest du pays, en plus d'ulémas et de dignitaires de la région.

TIARET

Distribution de plus de 2300 logements

Une opération de distribution de 2.322 logements de différents programmes à leurs bénéficiaires dans 11 communes a eu lieu jeudi dans la wilaya de Tiaret.

Le wali de Tiaret, Mohamed Amine Dramchi, qui a présidé cette cérémonie à la salle de réunions de l'APW, a mis l'accent sur le strict respect des mesures de prévention contre le Coronavirus, signalant que ce quota comporte des logements publics locatifs (LPL), promotionnels aidés (LPA) et de location-vente, en plus d'aides à l'habitat rural, soit un nombre de 5.188 habitations depuis le début de l'année en cours.
Ce nombre sera revu à la hausse à 6400 logements avec la distribution de 1207 logements à l'occasion de la célébration de l'anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960.
Par ailleurs, le wali a annoncé, à la presse, que la liste des bénéficiaires de 1.555 logements publics locatifs de la commune de Tiaret sera rendue publique dans les prochaines semaines. Ces logements seront attribués, après l'examen des recours, au courant du premier trimestre de l'année 2021. En outre, il a fait part de lots de terrains à bâtir prochainement au profit des habitants du quartier d'habitat précaire "Keramane".
Pour sa part, le directeur de l'habitat par intérim, Mohamed Mihoub a déclaré que le quota d'habitat distribué jeudi, comprend 510 logements publics locatifs LPL à travers les communes de "Essebt", "Rosfa", "Ain Dheb", "Madna", "Sidi Ali Mellal", "Serguine" et "Sebaine" et 1.682 logements location/vente à Ksar Chellala et Mahdia, ainsi que 50 logements promotionnels aidés à Dahmouni et 50 affectations d'aide à l'habitat rural dans plusieurs communes.

MOSTAGANEM

Ouverture partielle des services de l'hôpital universitaire fin décembre

L'ouverture partielle des services de santé de l'hôpital universitaire de 240 lits de Kharouba, agglomération urbaine rattachée à la ville de Mostaganem, est prévue en fin décembre prochain, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya.
Les responsables de la santé au niveau local se sont engagés, jeudi lors d'une visite inopinée du wali, Aïssa Boulahia à ce projet, pour l'ouverture du service de radiologie et du laboratoire d'analyses médicales de cet établissement hospitalier le 30 décembre prochain.
Il sera procédé, au début de l 'année prochaine, à l'ouverture du restant des services pour la prise en charge des malades, parallèlement aux opérations techniques de test du matériel et des équipements médicaux et la formation de l'équipe administrative et professionnelle menée actuellement par un staff de médecins spécialistes, a ajouté la même source.
M. Boulahia s'est enquis, à l'occasion de cette visite, de l'état d'avancement des travaux en cours pour lever toutes les réserves qui ont été signalées lors des visites précédentes ainsi que les nouveaux équipements livrés aux services de santé mercredi dernier, et qui étaient nécessaires en prévision de l'ouverture de cet

établissement hospitalier...
Le taux de réalisation de cette nouvelle infrastructure sanitaire qui s'est érigée en hôpital universitaire en septembre dernier est de 98 pour cent, le tout pour un coût global de près de 3 milliards DA, à laquelle il faut ajouter une enveloppe pour financer l'opération d'équipement en matériel médical estimé à 1, 25 milliard DA.
Cette infrastructure de santé regroupe, en son sein, nombre de structures et de pavillons médicaux, à l'instar du service de chirurgie composée de 6 salles d'opérations, un service de traitement aux rayons X, à la médecine légale, un pavillon des urgences médico-chirurgicales doté d'une rampe d'atterrissage d'hélicoptères en cas d'urgence extrême, selon le responsable du secteur.

BOUMERDES (ÉTABLISSEMENTS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE)

Plus de 340.000 masques de protection confectionnés

Plus de 340.000 masques de protection et 2.000 combinaisons médicales de protection ont été confectionnés par les centres et instituts d'enseignement et de formation professionnels de la wilaya de Boumerdes, depuis la déclaration de la pandémie du nouveau coronavirus, a-t-on appris, jeudi, auprès du responsable du secteur au niveau local.

Selon Rabah Saàdna, 11 établissements de formation professionnelle de la wilaya ont produit, à ce jour, plus de 340.000 masques de protection, au moment où quatre instituts de formation ont confectionné un nombre considérable (soit 2.000 unités) de combinaisons médicales de protection.
Il a signalé la distribution de ces bavettes et vêtements de protection, destinés à la wilaya dans le cadre de l'effort de solidarité nationale de lutte contre le nouveau coronavirus, au profit des staffs médicaux, des services de la protection civile, de la sûreté nationale, et de la gendarmerie nationale, et d'organismes publics, ainsi qu'à des citoyens, lors de campagnes de sensibilisation pour la prévention de cette pandémie.
Le même responsable a affirmé la "poursuite de cet effort" de confection de bavettes, combinaisons médicales et autres accessoires nécessaires aux personnels soignants, avec un soutien de la wilaya et des communes, qui fournissent les matières premières, "jusqu'à l'éradication définitive de cette pandémie", a-t-il souligné.
A noter que de nombreux organismes et associations de la wilaya contribuent, également, à cet effort de solidarité et de lutte contre la Covid-19, par la confection et la production d'un maximum de bavettes et de moyens de protection, selon les moyens disponibles.
Parmi eux, la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de Boumerdes, qui avec l'aide des artisans de la wilaya, a produit 1.200 combinaisons médicales et 10.000 masques de protection, destinés aux personnels soignants, qui sont aux premiers rangs de la lutte contre la Covid-19, outre d'importantes quantités d'eau de Javel, distribuées aux associations qui prennent en charge la désinfection des organismes et places publics, entre autres.
Pour sa part, la Confédération des patrons de Boumerdes a produit, dernièrement, 100.000 bavettes, distribuées à titre gratuit, en plus de 10.000 unités de gel hydro alcoolique et de savon liquide offerts gracieusement aux hôpitaux et directions de la wilaya.

MOSTAGANEM

Inscription de 3500 nouveaux étudiants à l'université

L'université "Abdelhamid Ibn Badis" de Mostaganem a enregistré l'inscription de 3.500 nouveaux étudiants au titre de l'année universitaire 2020-2021, a-t-on appris jeudi du recteur de cet établissement d'enseignement supérieur, Mustapha Belhakem.
Animant un point de presse sur la clôture de l'année universitaire 2019-2020 et la nouvelle rentrée, M. Belhakem a déclaré que le nombre de nouveaux étudiants inscrits en première année de licence a atteint 3.500 nouveaux étudiants sur un total de 4177 étudiants répartis sur les différentes facultés et instituts de l'Université de Mostaganem.
Le même responsable a affirmé que l'inscription, qui a atteint 84% jusqu'à présent, se poursuit jusqu'à la rentrée universitaire prévue le 15 décembre prochain, parallèlement à l'inscription des anciens étudiants en première année de master et aux transferts au sein de l'université ou vers d'autres institutions universitaires.
Concernant le protocole sanitaire pour la nouvelle rentrée à l'université, M. Belhakem a indiqué que l'administration prépare un protocole de retour à l'université en fonction de la situation épidémiologique et le nouveau plan d'enseignement qui comprend l'enseignement durant trois semaines, puis des examens.
Selon le même responsable, il sera adopté un modèle d'enseignement par groupes où les neuf facultés et instituts ne devront pas accueillir plus de 5.000 étudiants en même temps et en réservant une chambre par étudiant aux 9 cités universitaires (7.000 chambres), en plus du respect strict des mesures de prévention contre la propagation du Covid-19.
L'université a mobilisé 4 laboratoires audiovisuels et ouvert une chaîne virtuelle à ajouter à la plate-forme numérique "Moodle" et à la plate-forme d'enseignement de la télévision pour vulgariser l'enseignement à distance dans le cadre de la prévention contre Coronavirus et présenter des cours de 1ère année licence en virtuel au début du mois de décembre prochain.
Concernant la dernière année universitaire, M. Belhakem a fait savoir que le nombre d'étudiants diplômés de l'Université de Mostaganem en première et deuxième cursus (licence et master) a atteint 8.792 étudiants, indiquant que le nombre de thèses de fin d'études présentées en deuxième année de master a dépassé les 95%.

COMMUNE D'EL MEHARRA (EL BAYADH)

Achèvement de projets de développement

Des projets de développement ont été achevés dans la commune d'El Meharra (Wilaya d'El -Bayadh), a-t-on appris jeudi du président d'APC.
L'opération d'extension et de rénovation du réseau d'assainissement, d'un coût de 3 millions de DA, a été achevée dans le village de Deghmia, classé parmi les zones d'ombre. Elle s'inscrit dans le cadre du Plan de développement communal (PCD), a indiqué Cherit Mohamed.
Il a fait savoir que le village d'El Khadr a également bénéficié d'une opération similaire d'un coût de 10 millions DA dans le cadre du PCD, en attendant l'achèvement d'une opération d'extension et de rénovation du réseau d'assainissement au village de Benhedjam avant la fin de cette année.
Ce projet qui enregistre un taux d'avancement de 85 pour cent a été doté d'une enveloppe de 9 millions DA, a-t-on précisé. Dans la commune d'El Meharra, la cité "18 février" a également bénéficié d'un raccordement au réseau d'alimentation en eau potable pour un coût de 3 millions DA au titre du PCD.
Un autre projet de rénovation du réseau d'assainissement sera lancé au niveau des boulevards "Belaoumiri Mohamed" et "Cherit Mohamed".
Cette opération, dont le délai de réalisation a été fixé à 3 mois, a nécessité une enveloppe de 9 millions DA.
A hai "Sidi Abdelkrim Mohamed", il est prévu le lancement des travaux d'aménagement et de revêtement de routes (15 millions DA) au titre du PCD, a-t-on fait savoir.

OUED TLÉLAT (ORAN)

Achèvement prochain de la réalisation de 700 logements publics locatifs

Les travaux de réalisation de 700 logements publics locatifs (LPL) seront bientôt achevés à Oued Tlélat (Oran), a-t-on appris jeudi des services de la wilaya.
Les travaux de construction sont achevés à 100 % après le renforcement des chantiers pour les travaux d'aménagement externe de raccordement aux réseaux divers (eau potable, assainissement, ...).
La distribution de ce quota d'habitat dont 500 logements sont destinés aux habitants de la commune de Oued Tlélat se fera dans les brefs délais.
Par ailleurs, il est prévu la réception de 8.000 LPL au même pôle urbain l'année prochaine, une fois les travaux d'aménagement achevés surtout ceux de VRD.
Ce quota est subdivisé en trois étapes, la première concerne 3.000 unités, la deuxième avec 2.500 logements et la troisième 2.500 autres.
Il a été programmé en étapes jusqu'au mois de juillet dernier, mais l'opération a été reportée pour suspension des travaux d'aménagement à cause de la pandémie du coronavirus.
Pour rappel, le nouveau pôle urbain de Oued Tlélat compte un total de 17.000 logements sociaux dont 6.300 distribués et le restant en cours de construction.

FOOT/ LIGUE 1

Ouverture d'un dossier disciplinaire à l'encontre de 15 clubs

La commission de discipline de Ligue de football professionnel (LFP), a procédé à l'ouverture d'un dossier disciplinaire à l'encontre de 15 clubs de l'élite, pour "non-respect du dépôt des documents pour l'octroi de licence professionnelle et absence de la signature du contrat SSPA/Cabinet", a annoncé la LPF jeudi soir sur son site officiel.

La liste des clubs concernés a été établie par la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) de la Fédération algérienne (FAF). Il s'agit du MC Alger, du CR Belouizdad, de l'ES Sétif, du NA Husseïn-Dey, de l'AS Aïn M'lila, du Paradou AC, du CS Constantine, du MC Oran, de l'USM Alger, de l'Olympique Médéa, du CAB Bou Arreridj, de la JSM Skikda, de l'ASO Chlef, de l'USM Bel-Abbes et du RC Relizane, précise la même source.

La commission de discipline a accordé un délai de 45 jours, à compter du 26 novembre 2020, pour permettre aux clubs de se conformer aux instructions de la FAF. "Par défaut, la commission de discipline procédera à l'application de l'article 107 du code disciplinaire de la FAF (amendes, déduction des points)", conclut l'instance dirigeante de la compétition.

APS

Brèves

FOOT / DÉCÈS DE MARADONA

La FAF rend hommage à un joueur "phénoménal"

La Fédération algérienne de football (FAF) a tenu à rendre hommage à l'ancien joueur "phénoménal" de la sélection argentine, Diego Armando Maradona, décédé mercredi à l'âge de 60 ans suite à un arrêt cardiaque. "Les Algériens garderont en mémoire et pour toujours le souvenir de ce joueur phénoménal qui a marqué pour l'éternité l'histoire du football planétaire et dont le culte perdure et dépasse largement le simple terrain de jeu", a indiqué l'instance fédérale mercredi soir sur son site officiel.
La légende du football argentin a été hospitalisée au début du mois de novembre à La Plata (capitale de la province de Buenos Aires) pour une opération d'un hématome sous-dural, quelques jours après avoir fêté son 60e anniversaire, le 30 octobre. "En plus d'un talent pur indescriptible, Diego Maradona incarnait en son temps la liberté de jouer, la magie, l'insouciance, l'audace et l'art de manier le ballon", décrit la FAF qui a présenté ses condoléances au peuple argentin et à la Fédération argentine.
Le président de la FAF "Kheireddine Zetchi, les membres du bureau fédéral, les membres de l'assemblée générale de la FAF et toute la famille du football national sont très peinés par cette perte cruelle et saisissent cette triste circonstance pour présenter à la Fédération argentine (AFA) et au peuple argentin ami, leurs sincères condoléances et les assurent de toute leur sympathie et leur compassion".

R.S

FAOUZI GHOULAM REND HOMMAGE À MARADONA

"Tu es le plus grand de tous les temps"

"Tu es le plus grand de tous les temps", a salué l'international algérien du SSC Napoli, Faouzi Ghoulam, après le décès mercredi de son idole et légende du football Diego Maradona. "J'ai grandi en regardant tes vidéos, ma famille me racontant ta magie. Pour moi tu étais plus qu'un grand joueur de foot : tu étais un exemple à suivre.
Je suis fier de vivre et de jouer dans la ville qui t'aime le plus au monde", a écrit Ghoulam en légende d'une photo de Maradona en train de dribbler, postée sur son compte Instagram. "Je n'oublierai jamais notre rencontre à Madrid. Ou que tu sois, je t'imagine avec un ballon de foot en train de divertir le monde entier.
Tu es le plus grand de tous les temps", poursuit l'international algérien. La légende du football argentin Diego Armando Maradona, est décédée mercredi à l'âge de 60 ans suite à un arrêt cardio-respiratoire. Il sera enterré ce jeudi dans un cimetière de la périphérie de Buenos Aires.
Maradona est adulé à Naples depuis son passage dans la ville du sud de l'Italie, entre 1984 et 1991, des années passionnelles marquées par son arrivée folle, accueilli par 70.000 personnes au stade, des succès avec les deux titres de champion d'Italie et un titre de champion d'Europe (Coupe de l'UEFA).

R.S

LIGUE EUROPA (16E DE FINALE)

Arsenal, Leicester et la Roma parmi les premiers qualifiés

La cérémonie de remise des prix Fifa The Best, initialement prévue en septembre et reportée en raison de la pandémie, se tiendra finalement sous une forme virtuelle le 17 décembre, a annoncé vendredi l'instance du football mondial.

Arsenal, Leicester, la Roma, Hoffenheim et le Slavia Prague, se sont qualifiés jeudi pour les 16e de finale de la Ligue Europa.
Il ne manquait qu'un petit point à Arsenal pour être qualifié pour le tour suivant. Mission accomplie pour les Gunners qui ont disposé facilement de Molde. Battus 4 à 1 lors du match aller, les Norvégiens ont encaissé cette fois trois buts: Nicolas Pépé (50e), Reiss Nelson (55e) et Folarin Balogun (83e) en ont été les auteurs.
Cette victoire 3-0 permet aux hommes de Mikel Arteta de ne plus être inquiétés à la tête du groupe B.
Dans le groupe G, Leicester s'est également qualifié, malgré son match nul chez les Portugais de Braga (3-3). Les Foxes ont obtenu leur ticket grâce à un ultime but de Jamie Vardy à la 95e minute, alors qu'ils étaient menés 3-2 depuis une réalisation de Fransérgio dans les arrêts de jeu (92e).
Dans le groupe L, les Allemands d'Hoffenheim ont battu le club tchèque du FC Slovan Liberec 2-0 (but de Baumgartner 77e et Kramaric 89e sur penalty), obtenant le troisième billet pour les seizièmes de la soirée.
La Roma s'est imposée 2-0 face à Cluj et gagne elle aussi son ticket pour le tour suivant.
L'AC Milan a obtenu un match nul (1-1) sur la pelouse de Lille. Les Dogues ont concédé l'ouverture du score à l'Espagnol Samu Castillejo avant de parvenir à égaliser par Jonathan Bamba (65e).
Les Lillois conservent la tête du groupe H (8 points) avec respectivement une longueur d'avance sur les Rossoneri et deux sur le Sparta Prague, large vainqueur 4-1 du Celtic Glasgow, qu'ils recevront la semaine prochaine au Stade Pierre-Mauroy.
Dans le groupe C, le Slavia Prague fait partie des équipes certaines de passer au tour suivant grâce à sa nette victoire sur Nice. Les Aiglons niçois n'ont pas fait le poids à domicile battus 3-1 et réduits à 10 contre 11 dans les dernières minutes.
A noter le carton de Tottenham contre les Bulgares de Ludogorets 4-0 avec les buts Carlos Vinícius (16e, 34e) Winks (63e) et Lucas Moura (73e). Une minute de silence a été observée avant le coup d'envoi des 24 matches de Ligue Europa à la mémoire de la légende argentine du football Diego Armando Maradonna.
A Naples les joueurs sont entrés sur le terrain avec tous le même maillot, le N.10 de l'idole du club, et le Napoli a battu les Croates de Rijeka 2 à 0.

R.S

NAPLES

Tous les joueurs avec le N.10 sur le terrain

Tous les joueurs de Naples sont entrés avec un maillot floqué du N.10 et du nom de Diego Maradona jeudi, au lendemain de la mort de l'ex-star du club, pour leur match de Ligue Europa contre Rijeka, qui a été précédé par un hommage de leur capitaine Lorenzo Insigne devant les grilles du stade.
Portant un brassard noir, ils ont tous gardé le maillot emblématique pendant la présentation des équipes et la minute de silence, sous l'oeil du grand absent dont le portrait était projeté sur l'écran géant.
Pendant toute la journée, les supporteurs se sont pressés devant le stade San Paolo, qui pourrait très rapidement être rebaptisé du nom de Maradona, comme l'a proposé le maire de la ville dès mercredi. "Je crois qu'il est juste de baptiser San Paolo de ton nom pour t'avoir encore avec nous", a écrit le président du club Aurelio de Laurentiis sur le site du club.
Sur les grilles du stade, sans attendre, une plaque a été apposée dès jeudi: "Stade Diego Armando Maradona", avec le visage de l'Argentin et une signature, celle des tifosi de la célèbre "Curva B".
Et partout des écharpes bleu-blanc, des fleurs, des portraits de la star et des maillots frappés du N.10 ont été attachés, formant un véritable mur du souvenir à la mémoire du joueur dont le passage pendant sept saisons (1984-1991) a laissé une trace indélébile chez les Napolitains, par ses succès comme ses sorties de route.
Une heure avant le coup d'envoi, ils étaient encore plusieurs centaines à chanter devant le stade. D'autres Napolitains, plus nombreux encore, se sont rassemblés dans le centre, piazza del Plebiscito.
Peu avant le match, le capitaine napolitain Lorenzo Insigne et le magasinier historique du Napoli, Tommaso Starace, sont sortis du stade pour venir se joindre aux hommages en déposant une gerbe de fleurs au pied des grilles et se recueillir, selon une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux par le club.
"Maradona représente beaucoup, pas seulement pour moi mais pour tous les Napolitains. Il nous a toujours défendus, il nous a toujours portés dans son coeur et nous devons faire de même", a commenté Insigne, au micro de Sky Sport.
Le match de Ligue Europa se déroulait à huis clos, comme tous les matches en Italie depuis le début du mois d'octobre en raison de la pandémie de coronavirus.

R.S

LIGUE DES CHAMPIONS

Le CRB et le MCA pour démarrer du bon pied

Les deux représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique de football, le CR Belouizdad et le MC Alger, entreront en lice ce week-end au tour préliminaire de cette épreuve, avec comme objectif de réussir leurs débuts et prendre option pour le prochain tour.

Le CR Belouizdad, champion d'Algérie sortant, affrontera demain au stade du 5-Juillet d'Alger (17h00) la formation libyenne d'Al-Nasr, alors que le MCA sera en appel ce samedi à Porto-Novo pour défier les Béninois de Buffles du Borgou (15h00).
Auréolé de sa victoire en Supercoupe d'Algérie, samedi dernier aux dépens de l'USM Alger (2-1), le Chabab espère préserver sa dynamique et surtout frapper d'entrée, pour éviter de se compliquer la tâche, en vue de la seconde manche prévue en Egypte (4-6 décembre).
"On s'attend à une rencontre vraiment compliquée. L'adversaire va venir avec l'intention de nous mettre en difficulté. Nous devons absolument faire le plein à la maison, d'autant plus que nous sommes désavantagés de jouer la première manche à domicile", a déclaré le milieu défensif du CRB, Zakaria Draoui.
Sur le plan de l'effectif, l'entraîneur français Franck Dumas sera privé de son milieu de terrain Billel Tarikat, blessé samedi dernier face à l'USMA. La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral marocain pour officier cette rencontre, conduit par Djalal Djayed, qui sera assisté de ses compatriotes Hicham Aït Abbou et Yahia Nouali.
L'autre représentant algérien en Ligue des champions, le MCA, signe son retour dans cette prestigieuse compétition, avec l'intention de faire bonne figure, à l'occasion de la célébration du centième anniversaire de la création du club, en 2021. Le "Doyen" sera en appel pour défier les Buffles du Borgou, champions du Bénin lors des deux dernières saisons.
Incapables de s'imposer sur le plan continental en déplacement depuis 1976, soit

l'année qui avait consacré le MCA champion d'Afrique, les Algérois devront sortir le grand jeu pour mettre fin à cette longue traversée du désert en dehors de leurs bases. "Echouer à s'imposer à l'extérieur depuis 1976, cela fait trop pour un grand club comme le Mouloudia. J'espère être le premier entraîneur à vaincre le signe indien et décrocher une victoire samedi au Bénin, ce qui devrait nous permettre de faire un pas vers la qualification. On trouvera la bonne formule pour casser le système de jeu de l'adversaire et réussir notre match à Porto-Novo", a souligné le coach mouloudéen, Nabil Neghiz.
Une seule défection est à déplorer côte MCA, celle du gardien de but Farid Chaâl, écarté par le staff technique pour des suspicions liées au coronavirus. L'ancien international olympique a refait son test qui s'est avéré finalement négatif. Le portier Ahmad Boutaga est pressenti pour garder la cage.
Cette rencontre sera dirigée par un trio arbitral ivoirien, conduit par Patrick Tanguy Jean Philippe, assisté de ses deux compatriotes Koabenan Prosper Adiouman et Nouho Ouattara.
En cas de qualification, le CRB affrontera au 1er tour le vainqueur de la double confrontation entre l'Armée patriotique rwandaise et Gor Mahia (Kenya), alors que le MCA sera opposé au vainqueur de Mlandege FC (Zanzibar) - CS Sfaxien de Tunisie (aller : 22-23 décembre, retour : 5-6 janvier).

R.S

MC ORAN

L'entraîneur Casoni et son staff obtiennent leurs licences

La direction du MC Oran est parvenue à qualifier son nouvel entraîneur Bernard Casoni, ainsi que l'ensemble des membres de son staff technique après avoir réglé ses contentieux au niveau de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL), a-t-on appris jeudi auprès de ce club de Ligue 1 de football.
Casoni et ses assistants ont attendu jusqu'à mercredi, soit 48 heures avant le coup d'envoi du championnat dont la première journée se jouera vendredi et samedi, pour obtenir leurs licences respectives, a-t-on indiqué. Il a fallu d'ailleurs que l'ex-directeur technique du club, Khelladi Mhimdete, résilie à l'amiable son contrat pour permettre la qualification du coach français, souligne-t-on encore, faisant savoir que les plaintes de l'ex-entraîneur de l'équipe, Bachir Mecheri et son adjoint, Sebbah Benyagoub, sont en cours de traitement au niveau de la CNRL. Du coup, Casoni, qui en est à son troisième passage dans le championnat algérien après avoir entraîné le MC Alger à deux reprises, dirigera sa nouvelle formation du banc de touche lors de la rencontre face au NA Hussein-Dey, vendredi (14h30) au stade du 20-Août à Alger. A propos de cette rencontre, quelques surprises sont relevées dans la liste des joueurs concernés par ce premier rendez-vous officiel de la saison des "Hamraoua", notamment les mises à l'écart de trois éléments clés de l'effectif, à savoir Masmoudi, Mekkaoui et Benhamou.

R.S

LIGUE 2

La reprise des entraînements devrait se faire en décembre

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheireddine Zetchi, a déclaré hier que les clubs de la Ligue 2 amateur devraient reprendre les entraînements en décembre prochain, sous réserve de l'accord des autorités sanitaires, huit mois après la suspension des compétitions, causée par la pandémie de coronavirus (Covid-19).
"Nous sommes dans l'attente du feu vert des autorités pour autoriser les clubs de la Ligue 2 à entamer les entraînements au mois de décembre.
Le coup d'envoi du championnat sera donné juste après (en février, ndlr). Nous allons commencer d'abord par la Ligue 2, après on va aller au fur et à mesure avec les autres championnats ", a indiqué le patron de la FAF sur les ondes de la radio nationale.
Après huit mois de repos forcé, le championnat de la Ligue 1 professionnelle est de retour, avec le déroulement des quatre premiers matchs de la première journée.
"Nous serons très intransigeants sur l'application du protocole sanitaire. Je sais que ce ne sera pas facile, mais les clubs devront jouer le jeu. Il va falloir faire preuve de beaucoup de rigueur. Tout le monde est appelé à respecter le calendrier, même si nous savons qu'il y a des clubs qui vont devoir jouer des compétitions africaines. Nous allons nous adapter pour leur permettre de représenter comme il se doit les couleurs du pays ", a-t-il ajouté.
Le président de la FAF est revenu sur le souhait de certains clubs de revoir le système de compétition à 38 journées, estimant qu'ils sont " minoritaires" pour espérer rouvrir le dossier.
"Nous avons invité les clubs au Centre de Sidi Moussa pour leur proposer trois variantes. Tout le monde était unanime à choisir un championnat à 38 journées. Par la suite, à deux semaines de la reprise, j'ai eu vent du souhait de certains clubs de rouvrir le dossier. Sur ce plan là, j'avais demandé à ce qu'il y ait au minimum 10 ou 15 clubs qui saisissent la Ligue de football (LFP) pour revoir le système, mais il y a eu finalement 4 ou 5 demandes seulement, ce qui nous a contraint à maintenir la décision prise initialement".
Enfin, Zetchi a refusé l'idée de reporter des matchs cette saison, appelant les clubs à puiser dans l'équipe réserve pour jouer leurs matchs, en cas de force majeur liée à la pandémie de Covid-19. "Nous avons fait en sorte d'éviter le report des matchs. Les clubs ont à leur disposition outre les 27 joueurs de l'équipe seniors, mais également les 25 de la réserve pour pouvoir jouer et éviter de reporter leurs rencontres. L'objectif est d'avancer régulièrement dans ce championnat, qui va être long et transitoire ", a-t-il conclu.

R.S

Brèves

USM BEL-ABBES

Le club s'acquitte de ses dettes

La direction de l'USM Bel-Abbès a réussi à s'acquitter de près de 50 millions de dinars, représentant ses dettes auprès d'anciens joueurs, permettant à son staff technique et ses nouvelles recrues d'obtenir leurs licences respectives, a-t-on appris jeudi de ce club de Ligue 1. La même source a précisé que la Ligue de football professionnel vient de qualifier l'entraineur Lyamine Boughrara et ses assistants, ainsi que le restant des nouvelles recrues au nombre de sept joueurs, après avoir qualifié huit autres en début de semaine. La levée d'interdiction de recrutement sur l'USMBA, décidée par la Chambre nationale de règlement des litiges (CNRL), fera ainsi éviter à la formation de la "Mekerra" de revivre le scénario de la saison précédente lorsqu'elle a joué ses trois premiers matchs du championnat avec son équipe de la réserve. A l'époque, les "Vert et Rouge" ont attendu jusqu'à la quatrième journée pour voir leurs nouvelles recrues autorisées à prendre part aux matchs de championnat, rappelle-t-on. Les protégés de l'entraineur Boughrara, qui ont boycotté l'entrainement pendant trois jours en fin de semaine dernière, doivent patienter jusqu'à la deuxième journée du championnat pour disputer leur premier match officiel de la saison. Leur rencontre face au MCA pour le compte de la première journée, prévue initialement pour ce week-end, a été reportée en raison des engagements du club de la capitale dans la Ligue des champions africaine.

R.S

USM ALGER

Ciccolini signe sa lettre de licenciement

Le technicien français François Ciccolini, limogé dimanche dernier de son poste d'entraîneur de l'USM Alger, a signé sa lettre de licenciement et a été régularisé financièrement, cinq jours après avoir boycotté la cérémonie protocolaire de remise des médailles, à l'issue de la Supercoupe d'Algérie, perdue face au CR Belouizdad (1-2), a appris l'APS jeudi auprès d'une source proche du club algérois de Ligue 1 de football.
L'ancien coach du SC Bastia (France), engagé en août dernier, a reçu un chèque représentant son dû, avant de rallier son pays mercredi, précise la même source.
Par ailleurs, des représentants de l'USMA ont été auditionnés ce jeudi par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP), dans l'affaire du technicien français. Les dirigeants usmistes ont exposé leur version des faits, indiquant que le limogeage du coach français est intervenu "sur le champ", soit quelques instants après son refus de monter à la tribune pour recevoir sa médaille, tout en évoquant un cas isolé. " Ciccolini a fauté, il doit payer. Nous avons pris la décision de le limoger. Il était déçu par la défaite, mais ce n'est nullement une raison pour ne pas respecter la cérémonie protocolaire. Il a été prié de monter à la tribune pour recevoir sa médaille, mais il a campé sur sa position. Nous sommes frustrés et indignés par son comportement", a indiqué dimanche à l'APS le président du Conseil d'administration de l'USMA, Achour Djelloul.
Sous la conduite de son nouvel entraineur Benaraïbi Bouziane, l'USM Alger entamera la nouvelle saison de Ligue 1, samedi à 16h00 au stade Omar-Hamadi face à l'ES Sétif, à l'occasion de la première journée.

R.S

Brèves

CAMEROUN

Trois civils tués et un élève enlevé par"Boko Haram"

Au moins trois civils ont été tués et un autre enlevé dans une attaque du groupe terroriste "Boko Haram" survenue dans la nuit de mercredi à jeudi dans l'Extrême-Nord du Cameroun, ont indiqué jeudi des sources locales.
"Boko Haram a ciblé Gabass, petite localité frontalière de l'arrondissement de Koza. Ils (terroristes) sont entrés par la frontière.
(...) Ils ont tiré partout et les gens ont fui. Ils sont entrés dans les maisons et ont fait trois morts plus le jeune élève de 3ème enlevé", a témoigné un riverain, cité par l'agence de presse Chine Nouvelle.
Selon des riverains, les assaillants ont également emporté des bœufs, des effets vestimentaires et des denrées alimentaires.
La gendarmerie, sur les lieux depuis jeudi matin, vient de boucler une première enquête. Les familles peuvent procéder à l'enterrement des disparus, selon les médias.
Toujours dans la nuit de mercredi à jeudi, des éléments de "Boko Haram" ont attaqué le village Guidi de l'arrondissement de Kolofata, toujours dans l'Extrême-Nord du Cameroun. D'après des riverains, lors de leur passage, les assaillants ont pillé cinq maisons et emporté divers biens, mais sans faire de mort ni de blessé.

GAMBIE

Prolongation du mandat de la Commission vérité et réconciliation

Le mandat de la Commission vérité et réconciliation (TRRC) en Gambie, mise en place par le président Adama Barrow pour enquêter sur les violations des droits de l'homme sous l'ancien régime de Yahya Jammeh, a été prolongé de six mois pour lui permettre de terminer son travail, a-t-on indiqué jeudi auprès de la Commission. "La Commission a, le 18 novembre, saisi le président de la République (Adama Barrow), lui recommandant une extension de ses activités jusqu'au 30 juin 2021", soit six mois supplémentaires, indique un communiqué de la Commission, signé par son président Lamin J. Ceesay, cité jeudi par des agences. "Le ministre de la Justice (Dawda Jallow) informe que le président (Barrow) a accepté la dite recommandation", ajoute le communiqué. Après la fin de ses travaux prévue en juin 2021, la Commission va remettre son rapport final au président Barrow début juin 2021", précise-t-il. Les responsables de la Commission vérité et réconciliation avaient saisi le président Barrow d'une demande de prolongation pour terminer les auditions, arguant notamment de la suspension de ses travaux pendant une période à cause de l'épidémie de coronavirus. La Commission a depuis le début de ses auditions, en janvier 2019, entendu plusieurs hommes ou femmes dont d'ex-responsables civils ou militaires, d'anciens membres d'un "escadron de la mort" personnel de l'ex-président (les "junglers") et une ancienne reine de beauté.

ETATS-UNIS

Trump dit qu'il quittera la Maison Blanche si la victoire de Biden est confirmée

Le président américain Donald Trump a dit jeudi qu'il quitterait "bien sûr" la Maison Blanche si la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle était officiellement confirmée, tout en répétant qu'il pourrait ne pas reconnaître sa propre défaite.
Interrogé sur le fait de savoir s'il quitterait la Maison Blanche en cas de vote du collège des grands électeurs confirmant la victoire du démocrate, le républicain a dit: "Bien sûr que je le ferai. Et vous le savez".
Mais "s'il le font, ils feraient une erreur", et "ce sera quelque chose de très dur à accepter", a-t-il ajouté. "Il y a eu une fraude massive", a-t-il dit encore une fois à propos du résultat de l'élection, sans apporter de preuve.
Mercredi, le président sortant avait lancé à ses partisans: "Nous devons inverser cette élection".
Les démocrates "ont triché. Ç'a été un scrutin frauduleux".
Le président élu Joe Biden avait dit de son côté, presque en même temps, depuis sa ville de Wilmington, dans le Delaware: "En Amérique, nous avons des élections libres et justes, et nous en respectons les résultats. Les habitants et les lois de ce pays n'accepteront pas autre chose".

ARABIE SAOUDITE

Arrestation de 226 personnes impliquées dans des affaires de corruption

L'Arabie saoudite a annoncé jeudi l'arrestation de 226 personnes impliquées dans 158 affaires de corruption, a rapporté l'Agence de presse saoudienne. La Commission nationale de lutte contre la corruption accuse ces personnes d'avoir exploité leur position pour accepter des pots-de-vin, selon la presse. L'une de ces affaires, signalée en août, concerne des officiers et des civils saoudiens travaillant pour le ministère de la Défense.
Ils sont accusés d'avoir accepté des pots-de-vin d'un montant total de 1,229 milliard de riyals saoudiens (327,8 millions de dollars américains), ainsi que de faux et d'usage de faux et de blanchiment d'argent.
Une autre affaire concerne un officier de la Garde nationale à la retraite, qui est accusé d'avoir accepté 8,2 millions de riyals saoudiens de pots-de-vin alors qu'il était en service actif.
La Commission s'est engagée à poursuivre sa lutte contre la corruption, soulignant que les sanctions contre les individus ayant touché des pots-de-vin pourraient être levées si les coupables se signalaient d'eux-mêmes aux autorités.
Depuis quelques années, l'Arabie saoudite mène une vaste campagne de lutte contre la corruption dans le cadre de ses efforts de protection de son économie.

BÉNIN

L'élection présidentielle fixée au 11 avril 2021

Le gouvernement béninois a fixé jeudi la date de l'élection présidentielle au 11 avril 2021. "Conformément à la constitution, la date du premier tour de l'élection présidentielle a lieu le deuxième dimanche du mois d'avril de l'année électorale, soit le dimanche 11 avril 2021", a indiqué le gouvernement dans un communiqué. En tournée à travers le pays, M. Talon a affirmé que cette élection "sera une fête populaire" et s'est engagé "à faire en sorte que les opposants participent" au scrutin.Il n'a pas encore annoncé s'il comptait briguer un second mandat. Au moment de son élection en 2016, M. Talon avait affirmé vouloir faire un mandat unique avant de déclarer qu'il "aviserait".

ANGOLA

Le président reçoit des jeunes en colère

Le président angolais Joao Lourenco a reçu jeudi des jeunes en colère qui avaient manifesté contre la pauvreté à Luanda et avaient été violemment réprimés.
Dans ce qui apparaît comme un geste d'apaisement, le chef de l'Etat s'est entretenu dans un centre de conférence de Luanda avec les responsables de 17 mouvements de jeunes, dont celui du principal part d'opposition, l'Union nationale pour indépendance totale de l'Angola (Unita).
Lors de cette rencontre retransmise par la télévision d'Etat, le président a rappelé que si "manifester est un droit reconnu par la Constitution", les manifestations "ne doivent pas finir dans la violence". "Je veux aussi un Angola meilleur", a-t-il assuré.
Le 11 novembre, la police angolaise a tiré à balles réelles et utilisé du gaz lacrymogène contre des jeunes protestant contre la pauvreté.
Un précédent rassemblement, le 24 octobre, avait également été violemment dispersé par la police antiémeute, qui avait arrêté plus de 100 personnes dont une grande partie avaient été libérés après huit jours de détention.
Les manifestations contre le gouvernement, généralement réprimées dans la violence, se succèdent depuis plusieurs semaines à Luanda, motivées par le taux élevé de chômage, le coût de la vie, et la corruption étatique.
Les protestataires, soutenus par l'Unita, demandent également la tenue d'élections locales, reportées à cause de la pandémie de coronavirus.
A ce sujet, le président Lourenco a dit aux jeunes que ces élections "se tiendront quand tout sera prêt".

L'APLS poursuit ses attaques contre les positions marocaines

Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené jeudi des attaques "intenses"' sur des bases et positions de l'armée d'occupation marocaine au long du mur de la honte, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense sahraouie, dans son communiqué militaire n° 14.

La Défense sahraouie a souligné, dans son communiqué, que "les combattants de l'Armée de libération ont mené jeudi des bombardements réussis sur les positions de l'ennemi dans la vallée d'EL-Ich dans le secteur de Hauza, également à Amekli Azghamla dans le secteur de Amghala, à Zmoul Oum Khamla dans le secteur de Oum Draiga et aussi des frappes dans le secteur de Mahbes". Selon la même source, "les forces de l'APLS ont ciblé également mercredi les positions de l'armée royale marocaine au long du mur de la honte dans la zone de Oum Egeloud dans le secteur d'Aousserd, le secteur de El Baghari, Ghleib Adhleim dans le secteur de Tachla, la vallée de Altamat dans le secteur de Amghala, Rousse Deirt dans le secteur de Hauza". Le communiqué fait état aussi du bombardement d'autres positions de l'armée marocaine, assurant que "ces attaques ont causé à l'ennemi de lourdes pertes matérielles et humaines".

La passivité de l'ONU a conduit à l'effondrement du cessez-le-feu

La diplomate sahraouie, Mahfouda Rehal Bida, a dénoncé la passivité de l'ONU dans le traitement du plan de règlement ayant entrainé l'effondrement du cessez-le-feu et le déclenchement d'affrontements armés le long du mur de la honte, estimant que le peuple sahraoui avait été victime de ce plan qui manquait d'une volonté réelle. La représentante du front Polisario en Finlande a rappelé que la République sahraouie avait signé l'accord de cessez-le-feu et s'était engagée au règlement pacifique de sa cause, mais sans résultat devant la passivité de l'ONU et le silence de la communauté internationale face aux agressions et violations récurrentes par le Maroc, la dernière en date étant l'attaque militaire à El-Guerguerat, marquant d'ailleurs la rupture du cessez-le-feu.

Le Maroc a profité du cessez-le-feu pour imposer la politique du fait accompli afin de servir ses intérêts et son plan expansionniste au détriment, bien entendu, du peuple sahraoui "victime de ce plan qui manquait de mesures concrètes et d'une volonté réelle attendues par l'ONU pour faire respecter les clauses de l'accord", a-t-elle déploré.

Et d'affirmer qu'il est temps que la communauté internationale prenne des mesures tangibles menant à l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination, de même qu'il faudrait attribuer plus de prérogatives à la Minurso pour lui permettre de relever les violations commises dans les territoires occupés.

"Pour récompenser la patience du peuple sahraoui et son engagement à la paix trente ans durant, le Maroc ne ratait aucune occasion pour commettre des actions illégales dans le Sahara Occidental, dont l'agression militaire perpétrée le 13 novembre passé contre des civils sahraouis désarmés dans la zone tampon d'El-Guerguerat", a-t-elle rappelé. Les manifestations animées par des dizaines de civils sahraouis revendiquant la fermeture de la brèche d'El-Guerguerat ont été organisées après avoir constaté l'échec de la Minurso à mener à bien les missions qui lui ont été dévolues, a-t-elle conclu.

R.I.

OUBI BACHIR BOUCHRAYA (MEMBRE FRONT POLISARIO CHARGÉ DE L'EUROPE)

La position de la France a sapé le règlement de la question sahraouie

Le membre du Secrétariat national du Front Polisario chargé de l'Europe et de l'Union européenne, Oubi Bachir Bouchraya, a affirmé que le Maroc, soutenu par la France, a sapé tous les efforts de l'ONU pour le règlement de la question sahraouie, mettant en avant les positions contradictoires de certains pays européens qui lancent des appels au calme alors qu'ils voulaient maintenir le statu quo qui ne bénéficie qu'au Maroc et accentue les souffrances des Sahraouis.

Dans une déclaration au journal français "La Marseillaise", Oubi Bouchraya Bachir a souligné que les positions de certains pays européens appelant à la trêve et au respect du cessez-le-feu au Sahara occidental interviennent tardivement, précisant que ces mêmes pays voulaient maintenir le statu quo qui ne profite qu'au Maroc et accentue les souffrances des Sahraouis dans les territoires occupés, les camps, les territoires libérés et l'exil.

Qualifiant la situation dans la région de "préoccupante", le responsable sahraoui a cité la Minurso "qui est présente sur les territoires, mais n'a aucune possibilité de superviser le respect des droits de l'Homme au Sahara occidental, à cause du veto de la France, entre autres. C'est un cumul de frustrations et de déceptions pour les Sahraouis". C'est pourquoi, poursuit M. Bouchraya, au commandement du Front Polisario, "nous n'avons plus d'arguments pour convaincre le peuple d'avoir confiance en ce processus".M. Bouchraya a, dans le même cadre, imputé au Maroc la responsabilité des tensions qui prévalent depuis deux semaines dans la région, suite à l'ouverture illégale d'une brèche dans le mur de la honte, alors que "l'accord militaire de 1997 stipule clairement qu'aucune des deux parties ne doit changer la réalité au moment de la signature de cet accord". "En 2016, il y a eu des tensions entre les deux armées, quand le Maroc a décidé unilatéralement de goudronner la route entre cette brèche et le poste transfrontalier mauritanien", a-t-il rappelé.

Et d'ajouter, "mais depuis le 21 octobre, une partie de la société civile sahraouie a décidé de fermer cette brèche de façon définitive et demander au Conseil de sécurité de l'ONU de définir un calendrier pour la tenue du référendum d'auto-détermination. Après 30 ans d'attente, le peuple a atteint ses limites. Dès le 13 novembre, le Maroc a délogé des manifestants. Nous avons dit à l'ONU que ce serait une déclaration de guerre. Le cessez-le-feu a encore été violé, nous sommes dans la légitime défense, nous devons protéger nos civils".

Soulignant que "la rupture du cessez-le-feu est le résultat logique de la position du Maroc, qui refuse le règlement politique du conflit par le référendum", le responsable sahraoui a également tenu le Conseil de sécurité de l'ONU pour responsable "car il a montré de la complaisance envers le Maroc. L'objectif initial a dévié. Il a eu un manque d'intérêt et de volonté pour résoudre ce conflit. Cela fait plus d'un an qu'il n'y a plus de médiateur pour superviser le processus politique, à cause du refus de plusieurs candidats par le Maroc". Passant en revue les principales phases du dossier, M. Bouchraya Bachir a rappelé que l'ONU était intervenue à partir de 1988, sur la base de la résolution de l'Union Africaine à laquelle la RASD appartient et a scellé l'accord sur la base du référendum d'auto-détermination. En 1991, la Minurso a été créée et le cessez-le-feu est entré en vigueur le 6 septembre. L'objectif était clair et l'agenda fixé : le référendum devait avoir lieu en janvier 1992, a-t-il ajouté. Soulignant que "le Maroc, soutenu par la France, n'a cessé de faire obstacle et s'installe dans cette logique d'intransigeance jusqu'à revenir sur son accord", le responsable sahraoui a assuré que "le statut du territoire doit être déterminé par l'expression de la volonté du peuple du Sahara occidental".

R.I

Trump conspire-t-il pour lancer une guerre contre l'Iran ?

La Maison-Blanche de Trump se prépare-t-elle à lancer une guerre d'agression contre l'Iran dans le cadre de sa tentative de coup d'État visant à annuler le résultat des élections de 2020 et à instaurer une dictature présidentielle ?

C'est une question que se pose avec une urgence croissante les milieux militaires et du renseignement à Washington et en Israël, alors que le secrétaire d'État américain Mike Pompeo entreprend la visite de sept pays, principalement Israël et les monarchies pétrolières du Golfe, qui constituent l'axe anti-iranien cultivé par le gouvernement Trump.

La semaine dernière, Pompeo avait déjà répondu à la question d'un journaliste en déclarant qu'il y aurait une «transition en douceur vers un second gouvernement Trump». Dans ce contexte, les deux principaux quotidiens israéliens de langue anglaise, Haaretz et le Jerusalem Post, ont mis en avant dans leurs éditions numériques la menace d'une guerre contre l'Iran. «Netanyahu va-t-il frapper l'Iran? Peu probable, mais Trump pourrait le faire», titre Haaretz. Le Jerusalem Post demande: «Israël et les Etats-Unis prévoient-ils d'attaquer l'Iran?»

Les conjectures quand à une guerre contre l'Iran ne viennent pas que de la toute première apparition prévue d'un secrétaire d'État américain dans une colonie sioniste en Cisjordanie occupée. Au début de cette semaine, l'ancien conspirateur irano-américain Elliott Abrams, qui est l'envoyé spécial du gouvernement Trump pour l'Iran et le Venezuela, est arrivé en Israël pour s'entretenir avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu. Et le Jerusalem Post a rapporté que le chef d'état-major interarmées américain, le général Mark Milley, a tenu un appel vidéo jeudi avec son homologue, le chef d'état-major des forces israéliennes, Aviv Kochavi.

Les gouvernement Trump et Netanyahu s'opposent à tout assouplissement, par un nouveau gouvernement Biden, du régime de sanctions de «pression maximale» imposé à l'Iran suite à l'abrogation unilatérale par Washington de l'accord nucléaire de 2015, conclu entre Téhéran et les principales puissances. Alléguant un soutien de l'Iran au «terrorisme» et une menace supposée permanente, issue de son programme nucléaire civil, l'impérialisme américain est déterminé à éliminer l'Iran en tant que rival hégémonique dans la région du Golfe persique riche en énergie et allié économique et militaire de la Chine.

Une incroyable frénésie de contacts israélo-américains s'est produit immédiatement après la défaite de Trump aux élections dans le contexte d'une purge générale de hauts responsables du Pentagone, à commencer par le secrétaire à la Défense Mark Esper, renvoyé sur un tweet et remplacé par un ancien colonel des forces spéciales et loyaliste de Trump peu connu, Christopher Miller.

Trump a nommé d'autres loyalistes de droite, connus pour leurs positions anti-iraniennes extrêmes, à des postes de haut niveau. Parmi eux, le général à la retraite et commentateur de Fox News Anthony Tata, qui occupe le troisième poste au Pentagone, celui de sous-secrétaire à la Défense pour la politique. On avait contraint Trump à annuler sa précédente nomination de Tata à ce poste en raison de précédentes déclarations dénonçant Barack Obama comme un «leader terroriste» et appelant à l'exécution de l'ancien directeur de la CIA, John Brennan. Trump a également nommé Ezra Cohen-Watnick, un politicien d'extrême droite de 34 ans, et Kash Patel, qui a joué un rôle clé dans la campagne de Trump pour déterrer des informations sur Joe Biden en Ukraine. Il les a désignés respectivement comme sous-secrétaire à la Défense pour le renseignement et chef de cabinet du secrétaire à la Défense.

En outre, Miller, le nouveau secrétaire à la Défense, a engagé comme conseiller principal le colonel retraité Douglas Macgregor. Ce dernier est connu pour son plaidoyer en faveur de la loi martiale à la frontière américaine et de l'exécution extrajudiciaire de migrants et de réfugiés.

Bien plus circonspect que la presse israélienne tout en reconnaissant le caractère sans précédent de la purge du Pentagone, le New York Times a déclaré: «Rien ne prouve jusqu'à présent que les nouveaux nommés aient un agenda secret sur l'Iran ou pris leurs fonctions avec un plan d'action en main». Mais il a ajouté: «Il est possible que ce bouleversement puisse présager une période volatile et dangereuse, incluant même des opérations ouvertes ou secrètes contre des adversaires comme l'Iran».

Qu'une telle cabale de militaristes fascistes occupe des postes politiques clés au Pentagone, en plein milieu des tentatives de Trump de renverser le résultat de l'élection, fait peser la menace directe qu'on utilisera l'armée américaine pour réprimer l'inévitable éruption massive d'opposition populaire à la tentative de coup d'État en cours, ainsi qu'à toute nouvelle guerre.

L'hostilité de Trump envers Esper a son origine dans les événements de début juin, où l'ex-secrétaire à la Défense s'était dissocié des menaces du président d'invoquer la Loi sur l'insurrection et de déployer des troupes régulières de l'armée dans les rues pour attaquer les manifestations contre la violence policière.

Après l'éviction d'Esper, le général Milley a convoqué une réunion des chefs d'état-major, et a tenu le même jour une conférence téléphonique avec les commandants des unités de combat américaines. Il ne fait aucun doute que lui et d'autres tâtent le terrain pour savoir qui, parmi les hauts gradés de l'armée, soutiendrait le coup d'État de Trump et qui s'y opposerait.

Lors d'une cérémonie de la Journée des anciens combattants marquant l'ouverture d'un nouveau musée de l'armée, Milley a prononcé un discours dans lequel il a souligné avec force: « Nous sommes uniques parmi les militaires. Nous ne prêtons pas serment à un roi ou à une reine, à un tyran ou à un dictateur. Nous ne prêtons pas serment à un individu... Nous prêtons serment à la Constitution. »

Une attaque de l'Iran, que ce soit de son programme nucléaire civil ou d'autres cibles stratégiques, pourrait fournir à Trump une sorte de «surprise de décembre». Un acte de guerre destiné à choquer l'opinion publique et à créer les conditions politiques pour la consolidation d'une dictature présidentielle.

Le fait qu'une telle attaque provoquerait sans aucun doute des représailles iraniennes, menaçant la vie de milliers de soldats américains déployés dans la région, serait le résultat souhaité d'une telle provocation. Représentant les sections les plus impitoyables de l'oligarchie au pouvoir aux États-Unis, Trump a présidé à la mort inutile d'un quart de million d'Américains lors de la pandémie de COVID-19. Des pertes massives parmi le personnel militaire américain dans la région du Golfe Persique seraient un prix modique en termes de calculs politiques du gouvernement. Au vu de tels événements, on compterait sur Biden et le Parti démocrate pour qu'ils se subordonnent au nouveau «président en temps de guerre». Les Démocrates se sont toujours opposés au gouvernement Trump depuis la droite, l'accusant d'avoir été «trop doux» envers la Russie et la Chine. Quant à leur réaction à l'inquiétant bouleversement au Pentagone, elle a été d'avertir qu'il pourrait rendre l'impérialisme américain vulnérable pour «ses ennemis».

Dans une interview récente au quotidien allemand Der Spiegel, l'amiral à la retraite James Stavridis, qui a été commandant suprême des forces alliées de l'OTAN en Europe et a travaillé comme conseiller principal du Pentagone, a mis en garde contre «le grand danger de cette situation».

Le président américain, a-t-il déclaré, «à toutes les options entre ses mains». Et de poursuivre: «Il peut ordonner n'importe quel type d'opération militaire, même une attaque avec des armes nucléaires. De plus, maintenant on a des gens qui se trouvent au sommet qui n'ont aucune expérience. Mais cela ne les empêche pas d'avoir des idées dangereuses. Par exemple, Trump pourrait provoquer une escalade en faisant patrouiller les eaux internationales au large de la Chine par la marine américaine. Il peut même ordonner des frappes militaires ciblées contre son ennemi déclaré, l'Iran».

Ce qui sous-tend bien plutôt ce danger cependant, ce n'est pas seulement le complot de Trump mais la crise insoluble de l'impérialisme américain. A l'intérieur, ce qui reste de ses institutions démocratiques s'effondre sous le poids d'une inégalité sociale insoutenable, tandis qu'à l'extérieur, il a tenté au cours des décennies — avec des gouvernements démocrates comme républicains — d'inverser le déclin de son hégémonie mondiale au moyen d'agressions militaires. Ces tendances de développement convergent dans la crise politique sans précédent entourant l'élection 2020 et ses conséquences.

On ne peut pas mener la lutte contre la menace de guerre et de dictature dans le cadre du conflit entre les Démocrates, un parti de Wall Street et de l'appareil militaire et de renseignement, et le gouvernement Trump. Cela nécessite la mobilisation politique indépendante de la classe ouvrière en lutte pour la grève générale politique pour vaincre la conspiration dictatoriale de Trump et faire avancer le combat pour la transformation socialiste de la société.